

Quand le souverainisme populiste tue la souveraineté

**RICHARD LAUB ET
OLIVIER BORUCHOWITCH**

Membres-fondateurs de Stand Up for Europe

En dépit des apparences, l'Europe est en danger. D'une part, les principaux indicateurs socio-économiques sont depuis longtemps inquiétants: dénatalité, vieillissement de la population, réduction de la part de la population active, paupérisation croissante des classes moyennes, affaiblissement de la compétitivité des entreprises, chômage galopant, touchant en particulier les plus jeunes et les seniors, dépréciation de nos systèmes éducatifs, baisse de la part des exportations européennes en regard de celles du reste du monde, perte d'influence internationale, autant de tendances lourdes qui convergent en direction d'un déclin civilisationnel de long terme.

D'autre part, l'unité de façade dont la construction européenne parvient de plus en plus mal à masquer les fissures, est fréquemment mise à mal publiquement.

Non seulement par les partis situés aux extrémités de l'échiquier politique, dont le succès des thèses souverainistes recueille une adhésion populaire toujours grandissante, qui ne cessent d'œuvrer en faveur du repli vers les frontières nationales et de proclamer, un peu comme Nietzsche, que l'Union est morte.

Mais également par les partis de certaines coalitions au pouvoir, qui ont montré des signes très préoccupants de régression démocratique, comme en Hongrie ou en Pologne, laquelle vient de faire l'objet d'une procédure de sauvegarde de l'État de droit, destinée à prévenir la violation grave et persistante des valeurs européennes fondamentales.

Fractures, clivages et fossés

De plus, ces phénomènes régionaux sont accentués par des clivages fortement marqués entre l'ouest et l'est comme entre le nord et le sud de l'Europe: fractures économique et sociale – et le fossé économique grandissant entre Paris et Berlin n'est pas étranger au déficit d'initiative, pourtant cruciale, ces dernières années du couple franco-allemand –, incapacité à maîtriser les frontières extérieures de l'Europe et à satisfaire les objectifs sécuritaires fixés par les accords de Schengen, comme le montrent la nouvelle vague de terrorisme et la dérégulation des flux migratoires.

Ajoutons également que la résurgence des régionalismes menace elle aussi de déstabiliser les équilibres entre puissances européennes nationales (Écosse, Catalogne, Flandre, Lombardie...) et, donc,

l'Europe elle-même. Tous ces éléments attestent de la gravité du risque d'éclatement de l'Europe, dont le niveau n'a jamais été aussi élevé.

Face à ce tableau qui n'est guère réjouissant, le fédéralisme européen, s'il n'a pas vocation à être une solution miracle – mais seuls les populistes en ont! – dégage cependant des perspectives de développement encourageantes et constructives qu'il est le seul à offrir.

Notons d'ailleurs que dans le monde globalisé que nous connaissons, laisser un pays européen conduire isolément une politique souverainiste dans des matières telles que la défense, le développement

technologique ou l'énergie, n'a plus beaucoup de sens face à des géants comme les États-Unis, l'Inde, la Chine ou le Brésil.

D'une part, en effet, les interdépendances entre pays européens sont tellement prépondérantes dans leur économie que le recul de l'Union pénaliserait tous ses membres en raison de la disparition du marché intérieur européen.

D'autre part, les grands blocs économiques planétaires sont si importants qu'un État européen ne pourrait isolément espérer en concurrencer la puissance.

1.000 milliards d'économie par an

Le souverainisme revendiqué par les europhobes n'offre que l'illusion de la souveraineté. La fédéralisation, en revanche, de tous les secteurs où il est possible d'éviter des redondances nationales permettrait de réaliser des économies estimées à 1.000 milliards d'euros par an, soit 7% du PIB européen, et ouvrirait en conséquence la voie à une réelle souveraineté.

Grâce à ces économies, nous pourrions commencer à rembourser nos dettes publiques nationales, mener une autre politique que celle de l'austérité et construire une autre Europe, réellement souveraine.

Une Europe qui soit en position de rivaliser avec ses concurrents planétaires et qui replace le citoyen, l'éducation, la culture, le lien social et la qualité de la vie au cœur de son projet. Une Europe qui offre un avenir

à sa jeunesse, qui propose à nouveau de grands projets scientifiques porteurs d'innovation dans l'espace, les réseaux ou l'énergie verte.

Une Europe qui croie en ses talents, qui sécurise son modèle social, qui défende activement la libre entreprise et s'engage dans une politique de formation et de soutien à la croissance et à l'emploi. Une Europe inventive, conduite par un président élu au suffrage universel, responsable devant un Parlement bicaméral constitué de partis politiques européens coupés de leurs directions nationales pour représenter effectivement et authentiquement les

intérêts de tous les Européens, et ne plus reporter, comme c'est encore le cas aujourd'hui, au niveau européen, les intérêts particularistes de certains au détriment de ceux de tous. Osons le mot: une Europe fédérale.

La Belgique peut montrer la voie

La Belgique, qui est l'un des membres-fondateurs non seulement de l'Europe mais aussi du Benelux qui la précède, peut jouer un rôle crucial dans la mise en place de cette dynamique.

Notre pays peut montrer la voie à suivre en ralliant autour de lui les cinq autres États signataires du Traité de Rome (France, Allemagne, Pays-Bas, Luxembourg et Italie) et œuvrer en faveur de la création d'un noyau fédéral dur. Nos responsables

politiques ont vocation à s'inscrire dans la tradition des grandes figures historiques belges comme Paul Van Zeeland, Paul-Henri Spaak ou Etienne Davignon.

La France, par la voix de son Premier ministre Manuel Valls, et l'Allemagne par celle de son ministre des Finances Wolfgang Schäuble, ont déjà publiquement défendu à plusieurs reprises cette option. Le Premier ministre italien Matteo Renzi vient quant à lui de lancer une grande initiative de refondation et de revitalisation de la construction européenne.

Il y a quelques jours, en effet, les représentants des six pays fondateurs se sont retrouvés à Rome à sa demande et ont déclaré au terme de leur réunion rester *résolus à continuer le processus de création d'une union toujours plus étroite entre les peuples d'Europe*.

La Belgique doit pouvoir prendre pleinement part à cette nouvelle dynamique vers la fédéralisation.

Elle a les ressources, le savoir-faire, la maîtrise avérée de la négociation, la créativité et le volontarisme nécessaires pour y contribuer de manière significative, pour prendre la tête d'un programme ambitieux en ce sens et entraîner ses cinq partenaires privilégiés sur la voie d'une autre Europe, de cette Europe fédérale, seule garante d'une véritable souveraineté, à la hauteur des attentes de ses citoyens et des enjeux que la réalité du monde réclame de toute urgence.

La fédéralisation de l'Europe permettrait de réaliser des économies estimées à 1.000 milliards d'euros par an, soit 7% du PIB européen, et ouvrirait en conséquence la voie à une réelle souveraineté.